



Secrétariat national à la Culture et aux Médias

10 rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél : 01 45 56 78 07
Fax : 01 45 56 77 98

Parti Socialiste

culture@parti-socialiste.fr

Synthèse Rencontres PS – FNESR Avignon - 15 juillet 2008

Une politique socialiste pour la Culture « Face au démantèlement de l'action culturelle, construire une politique locale efficace »

Avec la participation de :

Anne HIDALGO, Première adjointe au Maire de Paris,

Secrétaire nationale « Culture et média » au Parti socialiste ;

Claudy LEBRETON, Président du Conseil général des Côtes d'Armor, Président de la FNESR ;

Yves ACKERMANN, Président du Conseil général du Territoire de Belfort, délégué à la culture de la FNESR

Débat animé par Stéphane FIÉVET, comédien, metteur en scène

Nous sommes à un peu plus d'un an de la présidence Sarkozy, à la veille de la renégociation Unedic, aux termes des entretiens de Valois, à quelques jours d'une manifestation à Avignon organisée par certains professionnels très inquiets pour le budget 2009. Depuis quelques jours, la France a pris la Présidence de l'Europe, or, le ministère de la Culture est très peu présent dans cette présidence.

Nous sommes également à quelques semaines du Congrès de Reims. Un article dans le monde a posé la question « est-ce que la droite a gagné la bataille idéologique ». Un sondage mené à la demande de Arte et France Culture un an avant les présidentielles indiquait que, pour les Français, il n'y avait quasiment pas de différence entre gauche et droite sur le plan culturel. Qu'en est-il du clivage gauche droite un an après Sarkozy ?

Ces questions ont servi de trame au débat du 15 juillet, posant ainsi la problématique de la construction d'une vision nationale de gauche pour la culture.

Est-ce que la droite a gagné la bataille idéologique ?

Les différents intervenants s'accordent sur le constat que la droite a travaillé. Elle a tenu des conventions, organisé une véritable confrontation avec des organisations et des personnalités aux positions différentes, ce qui lui a permis de choisir sa part de vérité. La politique culturelle de Nicolas Sarkozy est cohérente. Entre la lettre de mission adressée à Mme Albanel, la Révision globale des politiques publiques (RGPP), les entretiens de Valois, la réforme de l'Unedic... Il y a une très grande cohérence liée à la logique de marché, à la redistribution des cartes. La gauche n'a pas su mener ce travail jusqu'au bout.

Mais il y a, pour la droite, une absence totale de vision de ce que la culture peut apporter dans un projet de civilisation, comme le prouvent certains dossiers d'actualités (intermittence, subventions au spectacle vivant, télévision publique...). « *La gauche n'a pas perdu la bataille idéologique, elle ne l'a pas livrée* » (Anne Hidalgo).

Une vraie difficulté d'inscrire, au sein du PS, le débat sur les enjeux d'une politique culturelle....

Un travail important a été mené sur la Culture pour les élections présidentielles de 2007, porté par les sections et au niveau national. Les militants engagés sur ces questions ont essayé de porter la parole d'une politique globale en faveur de la culture, au-delà des questions sectorielles et corporatistes. D'intégrer la question de la culture dans un débat politique général, de poser la question de la culture comme élément qui crée le lien, qui nous permet de nous retrouver sur des utopies, sur des valeurs communes. Or, même au sein du Bureau du Parti socialiste, cette vision ne passe pas.

On ressent, de la part de ceux qui ont investi et travaillé ces questions, une certaine frustration. « *On a l'impression de parler comme un martien* » (Anne Hidalgo). Il y a eu un manque d'attention très clair sur la question culturelle, certains rappelant que le dossier culture était relégué au second plan, présenté à des heures indues et sommé d'être toujours plus synthétisé. « *Toutes les questions que nous nous sommes posés n'ont pas servi la machine globale à mettre au cœur du débat les idées.* »

Mais peut être que la difficulté de la gauche à inscrire le débat sur la question culturelle n'est que le symptôme d'une difficulté plus large à inscrire plus globalement le débat ? « *Perdre la bataille idéologique, c'est refuser de se poser les questions en termes de valeur, et du coup ne pas faire le travail de fond, nécessaire pour trouver un positionnement commun* ». Aujourd'hui, la Culture est très peu évoquée dans les 21 contributions pour le Congrès. Certains auraient souhaité proposer une convention générale plaçant la culture au cœur, mais cela n'a finalement pas été possible (impossibilité de signer plusieurs conventions générales). Une convention thématique a donc été déposée.

.... Alors même qu'il faudrait ne pas avoir peur de la pensée

On peut faire le constat de la position dominante suivante, à droite, et peut être même à gauche : nous sommes en situation d'urgence sociale et la culture n'est pas un élément d'urgence sociale. Donc on la relègue au second plan. Et on ne l'évoque que quand un sujet qui la concerne fait l'objet d'une polémique.

Il nous faut pourtant retrouver la question du sens, en affirmant que la culture, au-delà de tout le plaisir que cela peut procurer, est là pour faire du lien, pour faire réfléchir, pour bousculer les représentations. « *Il ne faut pas avoir peur de faire un peu intello. Il faut oser dire que la pensée peut permettre d'éviter un certain nombre d'erreurs.* »

Rappelons-nous qu'il y a eu une génération de politiques qui ne faisaient pas de distinction entre ce qui relevait de la culture et ce qui relevait de la politique générale : la vision politique de François Mitterrand, par exemple, se construisait ainsi largement à partir de ses lectures, de ses rencontres, notamment artistiques, et pas uniquement grâce à la lecture quotidienne de la presse !

Une nouvelle donne entre Etat et collectivités territoriales

On peut observer un véritable décalage entre la qualité des pratiques de terrain (des politiques culturelles de Gauche menées au niveau local avec succès) et le « désert » du positionnement national. Plusieurs nouveaux élus en charge de la Culture dans des Villes ont témoigné lors de cette rencontre de l'importance du programme culturel au sein de leur programme de campagne. Est-ce que la question culturelle a pesé sur le vote des administrés ? Difficile de répondre à cette question, en tout cas, la question culturelle était le troisième point du programme de Reims, elle est portée par la première adjointe à Toulouse, elle est une ligne extrêmement forte à Lille, autant de signes qui montre une vraie vision culturelle pour le territoire de la part d'élus en responsabilité. « *Les batailles locales n'ont pas été gagnées uniquement sur un discours gestionnaire, mais sur le sens de notre vision sur le territoire* » (Christian Provost) .

Si les collectivités territoriales ont pris le pouvoir (75% des dépenses culturelles publiques par les collectivités contre 25% par l'Etat), ces dernières expriment néanmoins une vraie inquiétude face au désengagement de l'Etat. Cependant, cette inquiétude a évolué. Et s'il y a peu, les collectivités dénonçaient ce désengagement dans une position revendicative, se demandant si elles pourraient gérer ce virage, aujourd'hui elles se demandent comment le gérer : *"comment travailler ensemble entre collectivités ? quels nouveaux modes de coopération ? comment parler de partage de*

responsabilités ?" et vont jusqu'à poser la question suivante « *Avons-nous toujours besoin de l'Etat ?* » (Sylvie Robert).

Il faut rester vigilant : ce n'est pas l'addition des politiques culturelles territoriales qui peut faire une politique culturelle nationale. Il faut être en mesure de porter cette vision nationale. Et la question de l'intérêt d'un ministère de la Culture est même posée : la Culture ne devrait-elle pas être en charge du premier ministre, puisqu'elle est transversale à tous les domaines, qu'elle est au cœur de tout projet politique (elle est dans la vie, l'économie, l'éducation, etc.) ?

Aujourd'hui, face au désengagement de l'Etat, les collectivités sont obligées d'opérer des choix et des redistributions de crédits. Il faut avoir une réflexion précise sur le partage des responsabilités entre les différents niveaux de responsabilité – cf. en ce sens, le témoignage du conseil général de Vaucluse sur le bilan en cours du schéma de développement culturel pour travailler au rééquilibrage du territoire, en regard avec le contexte national. Il faut donc aller plus loin dans la décentralisation, pour une meilleure efficacité de l'action publique, avec un outil fiscal adapté et des coûts maîtrisés.

Dans le même temps, *"il faut accepter que la décentralisation conduit à des politiques différentes, même entre deux collectivités de gauche. Mais il faut arriver à un corpus commun"*. C'est pour cela qu'il est essentiel d'avoir une politique nationale : « *Je suis pour un Etat stratège, avec une vision, un projet national, garant de solidarités notamment sur la culture* » (Claudy Lebreton).

Des pistes évoquées pour gagner la bataille idéologique

> La place de l'art, la part du risque, la volonté d'investir

Beaucoup de manifestations culturelles jouent un rôle fondamental dans le développement économique et l'attractivité d'un territoire. Quelle différence y a-t-il alors entre le Puy du Fou et les Eurockéennes de Belfort ? Autrement dit, quelle est la place de l'art dans les politiques culturelles ? Cette question peut être posée comme un élément de clivage entre une politique culturelle de gauche et une politique culturelle de droite. Il faut être très vigilant à distinguer l'art, la culture et les politiques culturelles et ne pas avoir de pudeur, au sein du PS, à évoquer cette question.

Poser l'art comme un élément fondamental, c'est aussi poser la question du risque. Assumer le risque de laisser à l'artiste son autonomie c'est-à-dire ne pas essayer de maîtriser sa création par crainte de la subversion ou dans un souci de la faire accepter par le plus grand nombre. Cette part de risque est beaucoup plus assumée à gauche qu'à droite.

Il faut oser investir dans la Culture comme on investit dans la Recherche – ne pas avoir peur de perdre un peu d'argent, sortir de la culture de l'immédiateté et considérer qu'on investit sur le long terme.

Cette posture fait écho à la question de la culture comme un des piliers du développement durable, tel que l'a inscrit depuis peu l'agenda 21. « *Il faut avoir une vision organique de la ville dont la culture est partie prenante* » (Catherine Cullen).

> Le choix de la diversité culturelle contre une culture standardisée

Soutenir les pratiques émergentes, accompagner la professionnalisation des jeunes artistes...

> Une position claire sur la mobilité des artistes

Et notamment la question des visas pour les artistes étrangers se produisant en France.

> Culture et éducation populaire

Des participants dans la salle posent la question de la place de l'éducation populaire dans le projet politique du PS. Pour le réseau de l'éducation populaire, il y a une différence très claire entre une politique culturelle de droite et de gauche. Et de rappeler que la culture, ce n'est pas que les artistes. C'est aussi la population. Il ne faut pas la mépriser. On parle « d'éclairer », « d'apporter », de « donner », mais il faut aussi certainement parler de « faire avec ».

> La nécessité d'utiliser mieux les espaces de coordination politique

Comment travailler ensemble entre collectivités, sur quels modes de coopération ? Il est important de réfléchir à ces questions. Les outils de coordination doivent être mieux utilisés, comme les associations d'élus (ARF, ADF...) afin de construire des positions communes. Cette coopération

doit se faire entre les acteurs publics, mais il faut y associer les professionnels et les artistes. Ce qui nécessite une méthode de travail et des objectifs.

> Sur les entretiens de Valois

Les associations d'élus ont participé aux entretiens de Valois car il y avait une demande très forte des professionnels de se retrouver avec les collectivités et le ministère pour échanger sur la politique culturelle de demain. L'ARF a demandé très clairement au ministère quels étaient les objectifs de ces entretiens et quelle était la méthode de travail, mais n'a pas obtenu de réponse. Les associations n'ont pas souhaité aller dans les groupes thématiques en raison des incertitudes sur le budget et de l'absence des autres ministères, alors même qu'ils sont essentiels pour une approche globale de la politique culturelle. La synthèse d'étape n'a pas été validée par l'ARF mais elle est quand même sortie. Aujourd'hui les associations d'élus se posent donc la question de leur présence sur la suite des entretiens.

De son côté le Synavi indique qu'il a pris la décision de rompre avec les entretiens de Valois, auxquels il a très activement participé. *« Il s'agit d'une mise en scène de quelque chose qui est déjà totalement écrit »*. Le Synavi se dit inquiet de la centralisation des pouvoirs. *« La démocratie ne s'effectue plus avec les acteurs concernés »*.

Conclusion

Malgré le constat de nombreuses difficultés à porter une position forte pour une politique culturelle au sein du Parti socialiste, mais aussi, plus largement, dans notre société, il est rappelé que cela fait 28 ans que le PS organise ces rencontres à Avignon, et il s'agit du seul secteur du PS à mener une action de la sorte depuis si longtemps. Cela prouve que l'énergie et l'attachement sont toujours là, et l'on peut se féliciter que la FNESR et le PS s'associent sur ces rencontres. Il faut poursuivre cette réflexion, mais il est important de remobiliser tout le travail déjà effectué, notamment sur 2007. Il faut faire de la culture un élément majeur des politiques publiques en France et un élément majeur de distinction entre la gauche et la droite. Il faut perturber les personnes qui pensent que l'urgence sociale fait que la culture n'est pas une urgence. Le PS n'a pas perdu la guerre idéologique puisqu'il ne l'a pas menée.

Verbatim

« Le socialisme a perdu le projet de la culture sur les valeurs du socialisme. L'objectif est de rendre le peuple insoumis au pouvoir, en capacité d'être dans la critique du marché ».

« L'Etat se désengageant, comment gérer une politique locale sans tomber dans le clientélisme ? »

« Quelle est la place de l'art et de l'artiste dans la société. Il faut rouvrir nos pensées sur ce que nous voulons réaliser en tant que citoyen qui avons affaire avec la question de l'Art dans notre société »

« Le débat sur les artistes dans la société est intéressant mais attention de ne pas faire de l'artiste un médiateur culturel »

"Notre société a été transformée en société du sondage et de l'audimat. Personne n'y a échappé, même pas la gauche".

"Nous avons besoin d'être collectif, plus audacieux. Il faut affronter l'opinion, ne pas avoir peur de la bousculer".